Policy brief

LA JEUNESSE AU SAHEL :

Investir dans l'emploi, l'inclusion et la paix pour une stabilité durable

Mai 2026



Financé par

MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES, UNIÓN EUROPEA Y COOPERACIÓN
SECRETARÍA DE ESTADO DE ASUNTOS EXTERIORES Y GLOBALES

Avec la collaboration de

OXFAM Intermón

WANEP
Building Relationships for Peace

RÉSEAU OUEST-AFRICAIN POUR L'ÉDIFICATION DE LA PAIX

TISSER DES RELATIONS POUR LA PAIX

CopyRight : WANEP@2026

SOMMAIRE

RÉSUMÉ EXÉCUTIF 03

I. CONTEXTE RÉGIONAL 04

II. ANALYSE PAYS : TROIS PAYS, TROIS TRAJECTOIRES, UNE MÊME EXIGENCE 09

III. PRIORITES POLITIQUES ET RECOMMANDATIONS ACTIONABLES PASSER DU CONSTAT A L'ACTION 24

CONCLUSION 28

ANNEXE 30

Avec la collaboration de

OXFAM Intermón

WANEP Building Relationships for Peace

Résumé exécutif

Dans le cadre du partenariat Oxfam Intermón et WANEP, avec le financement du ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération de l'Espagne *(Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación de España),* trois démarches complémentaires d'analyse qualitative ont été conduites sur les aspirations et les priorités des jeunes dans trois pays du Sahel (le Sénégal, le Mali et le Niger) entre octobre 2025 et avril 2026, en vue de formuler des recommandations pour éclairer les relations de l'Espagne et de l'UE avec le Sahel autour des futures actions jeunesse dans le cadre de la stratégie Espagne - Afrique 2025-2028. La démarche a combiné une analyse documentaire réalisée en 2025, des consultations nationales auprès des jeunes dans les trois pays et un atelier régional tenu à Dakar en 2026.

Les analyses croisées des **données des** trois démarches mettent en évidence un constat partagé : La jeunesse du Sahel représente une force démographique majeure, mais sous-exploitée, confrontée à un triple défi que sont **le *chômage et le sous-emploi persistants, les défis sécuritaires et la participation limitée aux processus décisionnels.*** En effet, les résultats croisés des trois missions révèlent une convergence d'aspirations autour de ***l'emploi, de l'éducation et de la stabilité.***

Cependant, les contextes nationaux montrent des trajectoires différenciées, notamment liées aux transitions politiques et aux dynamiques sécuritaires. S'appuyant sur l'analyse documentaire et les consultations menées auprès des jeunes, le présent document propose une lecture stratégique des enjeux identifiés et traduit les recommandations formulées en orientations politiques et en actions opérationnelles *aux fins d'*éclairer les dynamiques régionales et d'encourager des décisions stratégiques aux bénéfices des jeunes sahéliens. Ce document s'adresse au ministère des Affaires Étrangères de l'Espagne, à l'UE, à Oxfam, à WANEP, aux décideurs nationaux ainsi qu'aux autres acteurs engagés en faveur de la jeunesse au Sahel, afin de transformer cette dynamique démographique en levier de stabilité régionale.

Synthèse des priorités jeunesse

Elles s'articulent autour de cinq priorités principales : *l'emploi, l'entreprenariat, la sécurité, la formation ainsi que la participation*. L'emploi des jeunes, en effet, constitue le levier le plus structurant pour répondre aux défis du Sahel. Sans opportunités économiques, les risques d'instabilité, de migration et de radicalisation augmentent. Investir dans l'autonomisation des jeunes permet de renforcer la résilience et la cohésion sociale. **En définitive, investir dans l'autonomisation économique des jeunes constitue un levier essentiel de prévention des conflits, de cohésion sociale et de stabilité durable au Sahel.**

PAYS	PRIORITÉS	DÉFIS
Sénégal	Emploi, Entrepreneuriat, Participation	Chômage, frustrations
Mali	Sécurité, Emploi, Participation	Insécurité, chômage
Niger	Sécurité, Emploi, Formation, Participation	Insécurité, chômage

Recommandations stratégiques

1. ***Transformer*** l'emploi des jeunes en priorité macroéconomique.
2. ***Réformer*** les systèmes éducatifs pour une employabilité effective.
3. ***Institutionnaliser*** la participation des jeunes dans la gouvernance.
4. ***Renforcer*** la résilience locale face aux crises sécuritaires.
5. ***Structurer*** le rôle du numérique.
6. ***Coconstruire*** les interventions jeunesse avec les jeunes et les communautés.
7. ***Réduire*** les inégalités structurelles (genre, handicap, ruralité).

Conclusion

Investir dans la jeunesse sahélienne est une priorité stratégique. Les bailleurs ont un rôle clé à jouer pour transformer ce potentiel en opportunité de développement durable. Une approche inclusive et coordonnée permettra de garantir des impacts à long terme.

I.

CONTEXTE RÉGIONAL



1. Contexte Régional

1. Une transition démographique accélérée

Le Sahel se caractérise par une structure démographique particulièrement jeune, qui influence profondément les dynamiques économiques, sociales et politiques de la région. Il connaît une transition démographique rapide qui se caractérise par une population extrêmement jeune, avec des proportions dépassant souvent 60 % de moins de 25 ans, comme illustré au Niger (71,6 %) [1]. Au Sénégal, la jeunesse représente près de trois quarts de la population, soit environ 75% confirmant son poids démographique dans les dynamiques nationales. Cette dynamique démographique constitue à la fois un potentiel de transformation et un défi majeur pour les systèmes éducatifs, le marché du travail et les services publics. En effet, cette jeunesse n'est pas seulement une statistique. Elle est une énergie sociale, une capacité d'innovation, une promesse de transformation, qui cependant, selon les observations et analyses des données reste fragile. Cette dynamique constitue un dividende démographique potentiel, mais également un facteur de pression sur les systèmes éducatifs, l'emploi et les services publics, créant ainsi à la fois des opportunités et des tensions.

Les jeunes sont aujourd'hui davantage éduqués et connectés, mais leur accès aux opportunités économiques et aux processus décisionnels demeure limité.

Ce qui entraine un décalage entre aspirations et réalités, générant frustrations et tensions sociales. L'enjeu politique majeur est celui de transformer le poids démographique en levier économique.

2. Une convergence des priorités et des facteurs de résilience

Malgré des contextes nationaux différenciés, les jeunes du Sénégal, du Mali et du Niger interviewés lors de la mission exploratoire réalisée en mars 2026 et au cours de l'atelier participatif d'avril 2026 à Dakar expriment des priorités remarquablement convergentes, structurées autour de quatre points :

- *l'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat,*
- *l'éducation et la formation adaptées au marché,*
- *la sécurité et la stabilité,*
- *et la participation réelle à la gouvernance.*

Ces priorités reflètent une lecture lucide des défis structurels auxquels ils font face. Dans les trois pays, la faiblesse des opportunités économiques combinée à une inadéquation entre formation et emploi alimente un chômage massif ou un sous-emploi chronique, poussant une grande partie des jeunes vers l'informel ou la migration.

Parallèlement, l'insécurité persistante, notamment dans les zones frontalières du Mali et du Niger, limite fortement leurs perspectives entrave l'accès à l'éducation et fragilise les dynamiques économiques locales.

Dans ce contexte, l'emploi apparaît comme la priorité absolue et comme un véritable levier systémique de transformation sociale. ***« Favoriser l'emploi permet de résoudre jusqu'à 90 % des problèmes sociaux »,*** une affirmation d'un jeune interviewé qui illustre la centralité de cette question dans leur évolution. En effet, l'accès à un emploi décent est directement lié à la réduction de la pauvreté, à la prévention de la radicalisation, à la limitation des dynamiques migratoires forcées et à la consolidation de la cohésion sociale.

De même, une éducation alignée sur les besoins du marché et une participation effective aux décisions publiques sont perçues comme des conditions indispensables pour transformer leur engagement en impact réel. Ainsi, ces priorités ne relèvent pas de revendications sectorielles isolées, mais traduisent une vision intégrée du développement, où autonomie économique, sécurité et inclusion politique sont intrinsèquement liées.

Aussi, ces jeunes, identifient presque les mêmes facteurs de résilience :

i. **L'entrepreneuriat comme alternative majeure à l'emploi formel. F**ace à la faiblesse du marché du travail, les jeunes développent des stratégies autonomes, notamment dans l'informel et les initiatives locales.

ii. **Le numérique comme levier transversal d'opportunité**. Dans les trois pays, le digital apparaît comme un catalyseur clé, permettant aux jeunes de créer, s'informer, s'exprimer et d'entreprendre.

iii. **Un engagement citoyen croissant comme nouvelle opportunité politique et sociale.** Les jeunes investissent de plus en plus

1 Au Niger, les chiffres montrent que plus de **7 personnes sur 10 ont moins de 25 ans**.



les espaces publics et numériques pour influencer les décisions et participer à la transformation sociale.

3. Une jeunesse engagée mais mais encore insuffisamment associée aux processus décisionnels

Dans les trois pays objet de l'étude, les jeunes se définissent comme des acteurs du changement**,** fortement impliqués dans les initiatives communautaires, l'entreprenariat et la mobilisation citoyenne. Cependant, une constante apparaît : **une faible inclusion** dans les processus décisionnels**.** Cette situation nourrit la frustration sociale et parfois des dynamiques de contestation ou de radicalisation par le biais des réseaux sociaux. Comme le souligne l'un des jeunes ayant pris part aux entretiens individuels ***« Les réseaux sociaux permettent aujourd'hui aux jeunes de s'exprimer et de surveiller l'action publique en temps réel ».*** Cette contradiction entre engagement et sentiment de faible inclusion des jeunes dans les processus de décision publique constitue aujourd'hui l'un des principaux défis politiques du Sahel.

4. Une précarité économique structurelle

« Le marché du travail ne parvient pas à absorber cette main-d'œuvre qualifiée ». Pour beaucoup de jeunes, la question est simple : comment vivre dignement ? Le diplôme n'est plus une garantie. L'emploi formel est rare. L'informel devient la norme. Le chômage et le sous-emploi dominent les perceptions dans tous les trois pays. Cette situation entraîne une économie informelle, une migration contrainte et une exposition accrue aux risques de criminalité et de recrutements armés. L'emploi apparaît comme la clé de voûte de toutes les politiques jeunesse. Dans ce contexte, les jeunes développent des stratégies alternatives : *l'entrepreneuriat de survie, la migration et l'engagement communautaire.* Mais ces stratégies traduisent souvent une adaptation à la contrainte, plus qu'un choix.

5. Des défis sécuritaires persistants influençant les aspirations des jeunes

« L'insécurité agit comme un plafond de verre qui écrase les ambitions ». Au Mali et au Niger, l'insécurité n'est pas une abstraction. Elle est quotidienne et réelle. Elle influence les choix, limite les horizons, transforme les ambitions. Les crises sécuritaires dans ces deux pays, influencent profondément l'avenir des jeunes. Les conséquences structurelles incluent : la fermeture des écoles, la migration forcée, la fragilisation des familles, la perturbation des marchés, la radicalisation, et le désengagement social. Plus profondément, elle installe un doute d'après les propos recueillis auprès des jeunes interviewés lors de l'atelier de réflexion participatif-consultation) celui de pouvoir construire un avenir dans son propre pays.

6. Un numérique entre autonomisation et polarisation

Le numérique est à la fois un outil de mobilisation et de plaidoyer, un canal d'entreprenariat « ***De plus en plus de jeunes se lancent dans l'entrepreneuriat en ligne ».*** et un espace d'expression citoyenne. Mais cette révolution numérique comporte aussi des risques : *désinformation, radicalisation, polarisation*. Le numérique amplifie les opportunités autant que les tensions. Situation qui appelle à une politique publique d'éducation numérique.

7. Une jeunesse sous pression mais porteuse d'espoir

Nonobstant les contraintes structurelles majeures auxquelles, elle fait face dans un contexte où elle représente une part écrasante de la population : jusqu'à 75 % au Sénégal, 71,6 % au Niger et près de 46 % de moins de 15 ans au Mali, les jeunes demeurent fortement engagés dans l'entrepreneuriat, les initiatives citoyennes et les dynamiques communautaires. Leur capacité d'adaptation et leur résilience témoignent d'un potentiel considérable pour contribuer au développement. Ainsi, cette jeunesse incarne à la fois une vulnérabilité structurelle et un levier stratégique essentiel pour la stabilité et la transformation de la région.

8. Un cadre analytique international existant

Les dynamiques observées au Mali, au Niger et au Sénégal s'inscrivent dans des cadres internationaux structurants qui reconnaissent le rôle central des jeunes dans les processus de développement, de paix et de gouvernance. L'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité, porté par la résolution 2250 et connexes des Nations Unies, met en avant la nécessité de considérer les jeunes comme des acteurs clés de prévention des conflits et de consolidation de la paix, ce qui fait écho à leur engagement croissant dans les initiatives communautaires et citoyennes dans les trois pays.

Parallèlement, d'après les jeunes ayant pris part à ce projet, ces réalités s'alignent avec les **Objectifs de développement durable**, en particulier l'ODD 4 (éducation de qualité), l'ODD 8 (travail décent) et l'ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces), qui répondent directement aux priorités exprimées par les jeunes en matière de formation, d'emploi et de participation à la gouvernance. Dans les contextes sahéliens, ces objectifs apparaissent fortement interdépendants, l'accès à l'éducation et à l'emploi étant étroitement lié à la stabilité sécuritaire et à la cohésion sociale.

Enfin, les analyses de la Banque mondiale (2024) sur la transition démographique en Afrique de l'Ouest soulignent que la forte croissance de la population jeune constitue à la fois une opportunité et un défi majeur. A l'analyse des données des trois pays, cette dynamique accentue la pression sur les systèmes économiques et sociaux, tout en offrant un potentiel important de transformation si des investissements adaptés sont réalisés dans l'emploi, les compétences et l'inclusion. Ainsi, ces cadres internationaux fournissent une grille d'analyse cohérente pour comprendre les enjeux jeunesse dans ces contextes et orienter des interventions intégrées et durables.

9. Une perception ambivalente des partenaires internationaux : entre opportunités de développement et attentes de rééquilibrage

L'analyse faite autour des perceptions des jeunes au Mali, au Niger et au Sénégal dans le cadre de ce projet la Jeunesse au **Sahel** met en exergue une vision globalement positive mais ambivalente de l'Espagne et de l'Union européenne. Dans les trois contextes, ces acteurs sont largement considérés par les jeunes interviewés comme des partenaires clés du développement, particulièrement actifs dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la mobilité et de la gouvernance. Les programmes de formation, les bourses et les opportunités d'entrepreneuriat sont fortement valorisés selon ces jeunes, car ils offrent des perspectives concrètes dans des environnements où les opportunités locales restent limitées.

Cependant, ces mêmes jeunes affirment que cette perception positive coexiste avec un sentiment de distance et parfois de méfiance. Une partie importante des jeunes consultée lors des focus group et entretiens individuels note une faible compréhension des mécanismes d'intervention et une implication limitée des jeunes dans la conception des programmes.

Par ailleurs, ils relèvent que l'image de l'Espagne et de l'UE s'inscrit aussi dans un imaginaire migratoire fort, où ces derniers sont perçus comme des portes d'entrée vers de meilleures conditions de vie. Cette dimension au regard des analyses des données traitées est particulièrement marquée au Sénégal et au Mali, où l'Europe apparaît à la fois comme une opportunité et un espace ambivalent. Comme le souligne un témoignage : « ***Les jeunes***

perçoivent l'Espagne comme un théâtre de rêve, comme la porte d'entrée pour l'Europe, qui est un eldorado. […] l'Union Européenne est perçue comme une institution […] qui ne protège que ses propres intérêts. »

Enfin, l'analyse ressort qu'au Niger comme dans les autres pays, cette perception s'inscrit dans un contexte de diversification des partenaires internationaux. Pour les jeunes, si l'UE et l'Espagne restent des acteurs structurants, d'autres puissances comme la Chine ou la Russie sont perçues comme des partenaires économiques et stratégiques alternatifs. Cette pluralité renforce les attentes des jeunes vis-à-vis des partenaires européens, notamment en matière d'impact concret, d'ancrage local et de co-construction.





II.

ANALYSE PAYS :
TROIS PAYS, TROIS TRAJECTOIRES, UNE MÊME EXIGENCE

2.1. SÉNÉGAL : Une Jeunesse dynamique en quête d'opportunités et de reconnaissance

2.1.1. Un contexte porteur mais marqué par des défis structurels

Le Sénégal se distingue par une relative stabilité politique et une dynamique économique mitigée, oscillant entre le ralentissement macroéconomique et les efforts de redressement budgétaire. Toutefois, cette stabilité masque des défis structurels importants, notamment liés à la pression démographique.

Avec une population estimée à 19 075 959 habitants en 2025 (ANSD, Rapport sur la population du Sénégal 2025)[2] et un âge moyen national de 24 ans (23,2 ans pour les hommes et 24,1 ans pour les femmes), le Sénégal se caractérise par une structure démographique extrêmement jeune. En effet, près de 75 % de la population a moins de 35 ans (PNUD, 2024)[3], ce qui fait de la jeunesse une force démographique majeure, mais aussi un enjeu stratégique central pour le développement et la stabilité du pays. Il est classé en septième position des pays les plus peuplés de l'Afrique de l'Ouest[4] derrière le Mali, le Burkina Faso, le Niger, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigéria.

Considérée comme la deuxième économie en Afrique de l'Ouest francophone derrière la Côte d'Ivoire, la population sénégalaise est caractérisée par sa jeunesse : les personnes âgées de 15 à 64 ans représentent 57,1 % de la population totale**,** tandis que les moins de 15 ans constituent 39,1 % de la population ; selon les résultats du 5e Recensement général de la Population et de l'Habitat (RGPH5) publiés par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) en 2024[5].

Dans ce contexte, les jeunes sénégalais apparaissent comme des acteurs dynamiques, fortement engagés dans la vie sociale, économique et citoyenne. Ils s'investissent dans l'entrepreneuriat, les initiatives communautaires et les mouvements associatifs. Pour l'un des jeunes ayant pris part à l'étude ***« Les jeunes […] s'identifient comme des acteurs de changement, très engagés dans les initiatives citoyennes ».***

Cependant, il ressort des résultats des données tissues des entretiens tenus, que cet engagement contraste avec un sentiment de frustration croissante. Les jeunes expriment une perception mitigée des conditions sociales, économiques et politiques, marquée par, un chômage élevé, des difficultés d'insertion professionnelle résultante de l'inadéquation entre formation et emploi, un accès limité à un emploi décent, un sentiment d'exclusion des sphères décisionnelles, un accès limité aux financements et des inégalités territoriales persistantes en termes d'accès aux opportunités en milieux urbains et ruraux. Ces difficultés contribuent à renforcer les aspirations à la mobilité et, dans certains cas, les départs par des voies irrégulières.

2.1.2. Aspirations et priorités structurées autour de l'emploi, de l'éducation et de la gouvernance

Au Sénégal, les priorités de la jeunesse telles que énumérées par les jeunes eux mêmes, s'organisent autour de trois axes majeurs : **l'emploi, l'éducation et la gouvernance,** dans un contexte marqué par une relative stabilité institutionnelle. Les aspirations de ces jeunes convergent autour de priorités claires, qui traduisent une volonté d'autonomisation économique et de transformation sociale.

En matière d'emploi, l'enjeu principal reste la création d'opportunités décentes face à un marché du travail saturé, dominé par l'informel et incapable d'absorber les flux annuels de jeunes entrants. Les jeunes affirment aspirer fortement à l'entrepreneuriat dans des secteurs porteurs comme le numérique, l'agroalimentaire ou les énergies vertes, mais disent se heurter à un décalage important entre les formations reçues et les besoins réels du marché.

Ils font également face à un défi d'accès aux financements. Le manque d'opportunités économiques apparaît comme le principal facteur de vulnérabilité, influençant directement les trajectoires des jeunes, notamment vers l'informel et vers la migration. ***« Le manque d'emploi décent […] pousse la plupart à s'engager dans le secteur informel ou dans la migration »,*** comme le souligne une jeune du Sénégal lors de l'atelier de Dakar.

2 ANSD, Rapport sur la population du Sénégal 2025 : https ://www.ansd.sn/sites/default/files/2026-04/Rapport%20sur%20la%20Population%20du%20Se%CC%-81ne%CC%81gal%202025%2029_avril_OK.pdf, Page 26

3 PNUD Sénégal (2024), https ://www.undp.org/fr/senegal/blog/la-jeunesse-au-senegal-de-la-necessite-dadopter-une-approche-de-transformation-systemique

4 Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), Situation Economique et Sociale du Senegal (2024), P12 : https ://www.ansd.sn/sites/default/files/2026-02/Section-A_Territoire-population_SESN2024.pdf

5 ANSD,Résultats du 5e Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-5), 2024, Senegal, https ://www.ansd.sn/actualite/les-principaux-resultats-du-5e-recensement-general-de-la-population-et-de-lhabitat-du

Sur le plan éducatif, les priorités portent sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement, l'accès équitable entre territoires et la réduction des inégalités de genre. Malgré des progrès, les parcours scolaires restent fragilisés par des contraintes socioculturelles, notamment pour les filles, ainsi que par l'insuffisance d'une formation technique adaptée aux débouchés économiques.

En ce qui concerne la gouvernance, les jeunes revendiquent une participation plus effective aux processus décisionnels et une meilleure représentativité dans les institutions. Toutefois, une défiance croissante envers les élites politiques et les tensions politiques récentes traduisent un sentiment d'exclusion et de marginalisation.

Comme l'expriment les jeunes eux-mêmes : **« Nous ne voulons plus seulement des promesses ou des programmes ponctuels ; nous voulons des emplois durables, une éducation qui mène réellement à un métier et une place dans les décisions publiques. Aujourd'hui, nous avons l'impression d'être formés sans avenir et mobilisés sans être écoutés, ce qui alimente notre frustration».**

Ces priorités listées par les jeunes écoutés traduisent la nécessité d'une approche intégrée combinant insertion économique, réforme du système éducatif et gouvernance inclusive. Elles soulignent également l'urgence d'aligner les politiques publiques sur les aspirations réelles des jeunes afin de renforcer la cohésion sociale et prévenir les tensions.

2.1.3. Dynamiques de résilience

Numérique et entrepreneuriat : des leviers émergents mais ambivalents

Au Sénégal, à la lumière des données collectées et analysées, le numérique s'impose comme un levier structurant des dynamiques jeunesses, à la fois comme outil d'engagement citoyen et catalyseur d'innovation économique. Il facilite l'accès à l'information, la mobilisation sociale et l'émergence de nouvelles formes d'activités, notamment dans un contexte de tensions sociopolitiques récentes.



Également, le numérique ouvre des perspectives d'auto-emploi et d'entrepreneuriat face à un marché du travail contraint. Dans son rapport *Senegal : Jobs, Growth and Structural Transformation*, la Banque mondiale (2022)[6], relève que la transformation digitale favorise la productivité, l'accès aux marchés et la création d'emplois, en particulier pour les jeunes dans les économies africaines. Par ailleurs, le rapport *Digital Economy for Africa (DE4A, 2020)* souligne que le numérique permet de développer de nouveaux écosystèmes entrepreneuriaux (startups, plateformes digitales) et d'accélérer l'inclusion économique[7].

D'ailleurs, les réseaux sociaux et plateformes numériques jouent un rôle croissant dans l'expression citoyenne et la mobilisation des jeunes. Ils contribuent à renforcer la redevabilité publique en facilitant la circulation de l'information et la participation au débat public.

Malgré ce potentiel, l'impact du numérique reste limité par des contraintes structurelles, notamment l'accès inégal aux infrastructures, le déficit en compétences digitales et l'accès restreint au financement. La Banque Mondiale souligne que les gains du numérique dépendent fortement d'investissements complémentaires dans le capital humain et les infrastructures (World Bank, 2020 – DE4A)[8].

D'après les jeunes du Sénégal, le numérique comporte également des risques importants. Par le biais des réseaux sociaux, il accélère la diffusion

6 World Bank (2022), *Senegal : Jobs, Growth and Structural Transformation*
https ://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099000306152231921/p1714200f5b26c03f0b6d0a3e0db5c6848c

7 World Bank (2020), *Digital Economy for Africa Initiative*
https ://www.worldbank.org/en/programs/all-africa-digital-transformation

8 https ://www.worldbank.org/en/programs/all-africa-digital-transformation

de fausses informations, accentue la polarisation et amplifie les tensions sociales et politiques. En effet, les réseaux sociaux, qui constituent des espaces d'expression, d'information et de mobilisation, peuvent également devenir des vecteurs de désinformation et de tensions.

Comme le confirme ce témoignage, *« les réseaux sociaux nous donnent une voix et nous permettent de nous organiser, mais ils peuvent aussi diffuser des informations fausses, créer des divisions et amplifier les conflits quand ils ne sont pas encadrés »*. Ainsi, si le numérique renforce à la fois l'entrepreneuriat et l'engagement citoyen des jeunes, il peut parallèlement accentuer la polarisation sociale et politique. Cette ambivalence souligne la nécessité de mieux encadrer ces espaces afin d'en maximiser les bénéfices tout en limitant les risques pour la cohésion sociale.

Le numérique apparaît ainsi comme un levier transformateur mais ambivalent. Il est à la fois un moteur d'innovation et d'insertion économique, un outil de participation citoyenne et un facteur potentiel de fragilisation sociale et politique. Ces constats impliquent une action publique structurée et cohérente.

Il constitue également un espace de mobilisation citoyenne, de plaidoyer, d'innovation sociale et de participation à la vie publique, tout en exposant les jeunes aux risques de désinformation, de manipulation de l'information et de discours polarisants.

Il s'agit donc d'investir de manière significative dans le développement des compétences numériques des jeunes, afin de renforcer leur employabilité et leur capacité d'innovation. Parallèlement, l'État devrait soutenir la structuration d'un écosystème entrepreneurial digital dynamique, en facilitant l'accès au financement, en renforçant les dispositifs d'incubation et en accompagnant les initiatives innovantes.

Il est également essentiel de réduire les inégalités d'accès au numérique entre les territoires, notamment en améliorant les infrastructures dans les zones rurales, afin de garantir une inclusion effective de tous les jeunes. Enfin, face aux risques liés aux usages numériques, l'action publique doit promouvoir l'éducation aux médias et renforcer les cadres de régulation des contenus, afin de prévenir la désinformation et limiter les dynamiques de polarisation.
Comme le souligne la Banque Mondiale (2022)[9], le numérique constitue un véritable accélérateur de transformation économique, mais son impact inclusif dépend de politiques publiques cohérentes intégrant innovation, inclusion et gouvernance.

Inégalités structurelles : un enjeu critique pour l'inclusion au Sénégal

Au Sénégal, les inégalités structurelles entre jeunes demeurent et constituent un frein majeur à leur inclusion socio-économique, notamment selon des clivages territoriaux et de genre.

Les jeunes des zones rurales font face à des contraintes plus importantes en matière d'accès à l'éducation et aux infrastructures. Dans certaines régions comme *Kolda, Sédhiou ou Tambacounda,* les taux de scolarisation restent inférieurs à ceux des zones urbaines, illustrant une **fracture territoriale persistante**. Selon la Banque Mondiale (2022)[10], ces écarts territoriaux contribuent à limiter l'accès aux opportunités économiques et accentuent la concentration des activités productives en milieu urbain. Par ailleurs, l'UNICEF souligne dans un rapport publié en 2023, que les conditions de vie en milieu rural affectent fortement la continuité scolaire, en raison du manque d'infrastructures éducatives et de la pression économique sur les ménages[11].
Les **jeunes femmes** sont particulièrement exposées à des inégalités structurelles liées aux normes sociales et aux contraintes économiques. En moyenne, les filles consacrent 2 à 3 heures de plus par jour aux tâches domestiques que les garçons, limitant leur accès à l'éducation et à la formation. Selon l'UNFPA (2021), environ 16 % des adolescentes de 15 à 19 ans au Sénégal sont concernées par des grossesses précoces, un facteur majeur d'abandon scolaire. En outre, les filles représentent moins de 35 % des effectifs dans la formation technique et professionnelle, et restent concentrées dans des secteurs moins porteurs (services, santé), avec une sous-représentation dans les domaines du numérique ou de l'énergie[12].

Les jeunes des zones rurales ont un accès plus limité aux ressources productives, notamment au financement et à l'entrepreneuriat. La Banque Mondiale souligne que les contraintes

9 World Bank (2022), *Senegal : Jobs, Growth and Structural Transformation*
https ://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099000306152231921/p1714200f5b26c03f0b6d0a3e0db5c6848c
10 World Bank (2022), *ibid*
11 UNICEF (2023), https ://www.unicef.org/wca/report
12 UNFPA (2021), *State of World Population*, https ://www.unfpa.org/publications/state-world-population-2021

d'accès au crédit et aux réseaux économiques freinent particulièrement l'autonomisation économique des jeunes femmes en Afrique de l'Ouest dans un rapport de 2021[13]. ***« Quand tu es une jeune femme en zone rurale, tout est plus compliqué : l'école est loin, les moyens manquent et la pression sociale est forte. Même quand tu veux entreprendre, tu n'as ni financement ni accompagnement. On a des idées, mais les conditions ne nous permettent pas de les concrétiser. »***, témoigne une jeune fille interviewée lors de la mission de consultation de mars 2026.

Nécessité d'approches ciblées et inclusives : D'après les analyses des résultats découlant de la consultation, les inégalités structurelles **observées entre jeunes, qu'elles soient** territoriales ou liées au genre, mettent en évidence la nécessité de politiques publiques différenciées, alignées sur les priorités stratégiques nationales telles que la Vision Sénégal 2050[14] et les cadres d'emploi des jeunes.

Pour les jeunes interviewés, les disparités entre zones urbaines et rurales, notamment en matière d'accès à l'éducation, aux infrastructures et aux opportunités économiques, exigent des interventions spécifiques ciblant les régions les plus vulnérables. La Banque Mondiale dans la même logique souligne que la transformation structurelle au Sénégal reste concentrée dans les centres urbains, ce qui limite l'inclusion des jeunes ruraux dans les dynamiques de croissance[15]. Aussi, il a été proposé par les jeunes que les politiques sectorielles intègrent davantage l'approche sensible au genre dans leur démarche. En effet, les données montrent que les jeunes femmes sont confrontées à des contraintes disproportionnées, notamment les charges domestiques, l'accès limité aux ressources et les risques d'abandon scolaire. Selon l'UNFPA, ces facteurs contribuent à freiner leur participation économique et sociale[16].

Dans ce contexte, les stratégies nationales comme le Plan Sénégal Émergent et les programmes appuyés par les partenaires internationaux (PNUD, Banque Mondiale) insistent sur la nécessité de promouvoir une croissance inclusive, centrée sur l'emploi des jeunes et l'égalité des chances[17].

Comme le souligne un jeune : « **On parle souvent de politiques pour les jeunes, mais elles ne tiennent pas toujours compte de nos réalités. Un jeune à Dakar et une jeune fille en milieu rural n'ont pas les mêmes défis. Il faut des solutions adaptées, sinon les inégalités vont continuer à se creuser. »**

Ainsi, la mise en œuvre d'approches ciblées et inclusives doit reposer sur plusieurs leviers :

- une priorisation des zones rurales dans les investissements publics
- des programmes spécifiques d'autonomisation économique des jeunes femmes
- un meilleur accès aux services, à la formation et au financement
- une participation accrue des jeunes dans la conception des politiques publiques

En somme, la réduction des inégalités structurelles au Sénégal doit passer par des politiques différenciées, intégrées et sensibles aux réalités locales, afin de garantir une inclusion effective de l'ensemble de la jeunesse dans les dynamiques de développement.

2.1.4. Migration en situation irrégulière des jeunes au Sénégal : une stratégie contrainte face au manque d'opportunités

L'analyse des données collectées auprès des jeunes du Sénégal montre que la migration en situation irrégulière constitue une dynamique structurante des trajectoires des jeunes, étroitement liée aux difficultés d'insertion socio-économique. Dans un contexte caractérisé par un afflux annuel important de jeunes sur le marché du travail et une capacité limitée du secteur formel à créer des emplois décents et durables et par ricochet des défis à absorber les jeunes diplômés, la migration apparaît comme une *stratégie alternative d'accès aux opportunités économiques***.** L'étude souligne que chaque année, entre 200 000 et 300 000 jeunes arrivent sur le marché de l'emploi, alors que l'économie formelle n'offre qu'un nombre restreint de postes ; ce qui alimente un sentiment d'impasse. Ces chiffres sont confirmés par plusieurs études

13 World Bank (2021), *Women's Empowerment in the Sahel (SWEDD insights)* https ://www.worldbank.org/en/topic/gender/publication/empowering-young-women-in-the-sahel

14 Le référentiel Vision 20250 est l'Agenda National de Transformation du pays, adopté en octobre 2024, et qui remplace le Plan Sénégal Émergent (PSE) pour bâtir une nation souveraine, prospère et juste, en s'articulant autour de la bonne gouvernance et du développement durable

15 *World Bank (2022), ibid*

16 *UNFPA (2021), State of World Population*, https ://www.unfpa.org/publications/state-world-population-2021

17 *PNUD Sénégal (2024), Jeunesse et transformation systémique*, https ://www.undp.org/fr/senegal/blog/la-jeunesse-au-senegal-de-la-necessite-dadopter-une-approche-de-transformation-systemique

parallèles, dont celle de l'UNCDF conduite en 2019 sur les services Financiers Numériques pour l'employabilité des Jeunes au Sénégal[18].

Face à cette situation, de nombreux jeunes perçoivent la migration, y compris irrégulière, comme un moyen d'échapper au chômage, au sous-emploi et à la précarité. Cette tendance est particulièrement marquée chez les jeunes urbains diplômés, confrontés à une inadéquation entre formation et possibilités d'emploi, mais aussi chez les jeunes ruraux, pour qui les opportunités locales restent limitées. Une proportion importante des migrants interceptés est composée de jeunes de 18–35 ans, selon l'OIM et les départs depuis le Sénégal, la Gambie et la Mauritanie ont fortement augmenté depuis 2023. Aussi, le Sénégal est à la fois pays d'origine, de transit et de retour.[19]

Dans son rapport d'alerte précoce trimestriel, le bureau régional du WANEP souligne que les migrations en situation irrégulière se sont intensifiées, notamment le long des corridors côtiers du Sénégal et de la Guinée, entre Juillet et Septembre 2025 et que le Sénégal a enregistré une forte augmentation des migrations irrégulières vers l'Europe, principalement par voie maritime, avec plus de 1 700 migrants dont des jeunes, des femmes et des nourrissons ont été interceptés ou secourus par les forces de sécurité et la marine nationale lors de multiples opérations coordonnées à Dakar, Mbour, Fatick, Saint-Louis et Ziguinchor[20].

L'étude met également en évidence que la migration irrégulière est alimentée par un *sentiment d'exclusion économique et sociale*, renforcé par la perception d'un manque de perspectives dans le pays. Dans certains cas, elle s'inscrit dans des logiques familiales et communautaires, où partir à l'étranger est perçu comme une stratégie de réussite et de soutien économique. Les jeunes sénégalais s'inscrivent ainsi dans une logique où migrer est perçu comme une stratégie économique familiale mais aussi comme une alternative face au manque de perspectives locales.

Cependant, cette dynamique s'accompagne de risques importants mis en évidence par l'OIM pour qui les parcours migratoires irréguliers exposent les jeunes à des dangers considérables tels que des trajectoires migratoires incertaines, des situations d'exploitation (trafic, travail forcé) et des risques de mortalité élevés sur la route atlantique.[21] Cette situation révèle que la migration irrégulière est moins un choix libre qu'une stratégie contrainte dans un contexte d'opportunités limitées. Ainsi, l'analyse montre que la migration irrégulière ne peut être comprise isolément : elle constitue un symptôme des déséquilibres structurels, notamment en matière d'emploi, de formation et d'inclusion.

Au regard des données, la migration irrégulière des jeunes au Sénégal traduit moins un choix individuel qu'une réponse contrainte à un déficit d'opportunités. Elle souligne l'urgence de politiques publiques capables de créer des perspectives économiques locales, de renforcer l'employabilité des jeunes et de répondre aux aspirations de mobilité dans un cadre sécurisé et régulé.

2.1.5. Implications stratégiques pour les bailleurs - Sénégal

Au Sénégal, la jeunesse se distingue par son dynamisme et sa capacité d'innovation, mais demeure confrontée à des contraintes structurelles en matière d'emploi, d'éducation et d'inégalités. Ce contexte ouvre une fenêtre stratégique pour les bailleurs, en cohérence avec la *Stratégie Espagne–Afrique 2025–2028,* qui place au cœur de son action le développement inclusif, la formation, l'emploi des jeunes et le renforcement de la gouvernance.[22]

1. **Investir dans l'emploi** : L'enjeu central demeure l'emploi des jeunes, levier clé de stabilité sociale. L'orientation des investissements vers des secteurs porteurs comme le numérique, l'agriculture durable et l'entrepreneuriat s'aligne directement avec les axes de Coopération Espagnole portant sur la transition économique, l'innovation et la mobilité des talents. Cette approche converge également avec les priorités de l'Union Européenne, [23] qui soutient, à travers ses initiatives structurantes, la transformation

18 UNCDF, 2019, Étude de cas : Les services Financiers Numériques pour l'employabilité des Jeunes au Sénégal. Cette étude montre que chaque année, 300 000 jeunes arrivent sur le marché du travail et seuls 10% arrivent à être employés sur le marché formel au Sénégal. https ://www.uncdf.org/fr/article/7064/iyd-2021-se-negal

19 OIM – Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest (2024–2025), https ://rodakar.iom.int

20 WANEP, Progress Report July – September 2025, Early Warning Data, Page 7. https ://wanep.org/wanep/wp-content/uploads/2026/01/2025-Q3-Report_FV.pdf

21 OIM – Missing Migrants Project / West and Central Africa, https ://missingmigrants.iom.int

22 Gouvernement d'Espagne (2024), *Stratégie Espagne–Afrique 2025–2028* https ://www.exteriores.gob.es/es/PoliticaExterior/Documents/Estrategia%20Espa%C3%B1a-%C3%81frica%202025-2028.pdf

23 Commission européenne (2023), *Global Gateway Strategy*, https ://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/stronger-europe-world/global-gateway_en



économique et la création d'emplois pour les jeunes.[24] Ces initiatives visent à renforcer les infrastructures, soutenir les chaînes de valeurs locales et favoriser l'inclusion économique, en particulier dans les zones vulnérables.

2. **Soutenir la participation des jeunes** : La question de la gouvernance et de la participation des jeunes s'inscrit pleinement dans les priorités partagées par **l'Espagne** et **l'Union Européenne** en matière de consolidation démocratique et de soutien à la société civile. Leurs approches doivent intégrer une forte dimension de genre et d'équité territoriale. Cette priorité est en phase avec des programmes spécifiques comme **Ellas+**, qui vise l'autonomisation des femmes africaines[25], ainsi qu'avec les politiques européennes de promotion de l'égalité et de l'inclusion dans la coopération internationale. Enfin, le soutien direct aux initiatives locales portées par les jeunes doit être davantage soutenu par les bailleurs afin de renforcer l'innovation sociale et le leadership local, notamment à travers des mécanismes de financement décentralisés et des programmes d'appui à l'entrepreneuriat.

3. **Aligner les interventions sur les besoins locaux** : La convergence entre les priorités du Sénégal, celles de la Coopération Espagnole et les cadres d'intervention européens offre une opportunité stratégique forte. Elle permet de structurer des interventions cohérentes, alignées à la fois sur les besoins locaux et sur les agendas internationaux. Dans cette perspective, la jeunesse sénégalaise apparaît non seulement comme une cible des politiques publiques, mais comme un acteur central de la transformation économique, sociale et politique, dont le potentiel peut être pleinement mobilisé à condition d'investissements ciblés, inclusifs et coordonnés.

Conclusion

Au Sénégal, la jeunesse représente à la fois un moteur de transformation et un révélateur des fragilités structurelles. Entre engagement citoyen, innovation économique et frustrations sociales, elle se situe à un moment charnière. Le principal défi pour les décideurs et les partenaires consiste à transformer ce potentiel en opportunités durables, en répondant de manière concrète aux attentes exprimées. Dans cette perspective, la jeunesse ne doit pas être perçue uniquement comme une catégorie démographique, mais comme un *acteur stratégique du développement, de la gouvernance et de la stabilité du pays.*

24 Alliance Sahel (2023), *Rapport d'activités*, https ://www.alliance-sahel.org
25 AECID (Espagne), *Programme Ellas+*, https ://www.aecid.es/es/ellas

2.2. Mali : une jeunesse confrontée à des défis multiples, mais porteuse de résilience

2.2.1. Un contexte de transition marqué par des défis multidimensionnels influençant les trajectoires des jeunes

Pays vaste et enclavé à l'intérieur de l'Afrique occidentale, le Mali est caractérisé en 2026 par une population en forte croissance (estimée à plus de 25,9 millions d'habitants), très jeune (environ 46 % de moins de 15 ans) et majoritairement rurale. Cette structuration engendre d'énormes besoins en matière de santé, d'éducation et d'emploi en vue d'améliorer son capital humain. Par ailleurs, sa jeunesse a un rôle crucial à jouer pour le développement du pays en raison de la place qu'elle occupe dans les domaines politique, social et économique. Ces dernières années, le Mali a connu d'importantes évolutions sécuritaires, institutionnelles et socio-économiques, qui ont influencé les conditions de vie et les perspectives de sa jeunesse. Les sanctions économiques et financières imposées à certaines périodes ont également affecté l'environnement économique national.

Au Mali, les jeunes évoluent dans un contexte marqué par des défis sécuritaires, socio-économiques et institutionnels qui influencent leurs conditions de vie, leurs perspectives et leurs opportunités de participation au développement.

Dans un pays caractérisé par une forte pression démographique, avec plus de 25,9 millions d'habitants dont près de 46 % ont moins de 15 ans, les jeunes se heurtent à un marché du travail particulièrement restreint, marqué par un chômage élevé et une prédominance de l'économie informelle.

2.2.2 Des aspirations claires malgré un environnement contraignant

Malgré cet environnement particulièrement contraignant, la jeunesse malienne exprime des priorités claires et structurées, révélatrices d'une forte aspiration à la transformation sociale et économique. Celles-ci s'articulent principalement autour de six axes majeurs : *l'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat comme levier de sortie de la précarité, l'accélération de la transformation numérique pour plus d'employabilité, et le renforcement de la résilience face aux changements climatiques, le renforcement de la sécurité et de la stabilité comme condition indispensable au développement, l'amélioration de l'accès à une éducation et à une formation adaptées, ainsi que la participation effective aux processus de gouvernance et de prise de décision.* Au Mali, les priorités exprimées par les jeunes traduisent une volonté forte de sortir d'un contexte marqué par la précarité et l'insécurité.

Dans un contexte de conflits persistants, **l'amélioration de la sécurité et de la stabilité apparaît comme une condition indispensable** pour envisager un avenir serein. Sans cela, les opportunités économiques et sociales restent limitées, en particulier dans les zones les plus touchées.

Par ailleurs, l'accès aux services sociaux de base, notamment l'eau, la santé et l'assainissement, est perçu comme un besoin prioritaire pour améliorer les conditions de vie et renforcer la résilience des jeunes, en particulier en milieu rural. Enfin, les jeunes expriment une aspiration croissante à participer activement à la gouvernance et aux processus de décision. Aussi insistent -ils sur la nécessité d'un meilleur accès aux financements, à l'innovation, au numérique, ainsi qu'au développement de compétences répondant aux besoins réels des économies locales. Plusieurs d'entre eux soulignent que les opportunités existent mais demeurent difficilement accessibles en raison des contraintes liées au financement, à l'accompagnement technique et à l'environnement économique.

Ces résultats rejoignent les conclusions du rapport *"Sahel Human Développent Report"* (PNUD, 2023)[26], qui souligne que le chômage des jeunes, le déficit d'opportunités économiques et l'insécurité sont les principaux facteurs limitant leur inclusion et leur développement dans la région.

Ces priorités témoignent d'une compréhension lucide des enjeux auxquels les jeunes sont confrontés. Les aspirations exprimées rejoignent pleinement les principes de l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité des Nations Unies, qui reconnaît les jeunes comme des acteurs essentiels de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix et du développement durable plutôt que comme de simples bénéficiaires des politiques publiques. Ces aspirations rejoignent les principes de l'Agenda Jeunesse, Paix et

26 26 PNUD, Sahel Human Development Report, 2023. https ://hdr.undp.org/sahel-report-2023

Sécurité, fondé sur la participation, la protection, la prévention, les partenariats ainsi que le désengagement et la réintégration.

Comme l'exprime un répondant, ***« la situation actuelle des jeunes [...] reflète un paradoxe : une génération de plus en plus connectée et engagée, mais durablement entravée par une précarité structurelle »***. Dans ce contexte, le déficit d'opportunités économiques apparaît comme le nœud central des défis, influençant non seulement les trajectoires individuelles, mais également les équilibres sociaux et la stabilité globale du pays.

2.2.3. Des dynamiques de résilience fondées l'adaptation, l'innovation et l'engagement communautaire

Au Mali, les dynamiques de résilience des jeunes reposent sur une combinaison de stratégies individuelles et collectives face à un environnement marqué par l'insécurité et la précarité. Malgré les contraintes, les jeunes développent des capacités d'adaptation en s'appuyant sur l'éducation, l'auto-formation et l'acquisition de compétences afin d'améliorer leurs perspectives d'insertion. L'entrepreneuriat constitue également un levier central de résilience, permettant à de nombreux jeunes de créer leurs propres activités dans un contexte où l'emploi formel demeure limité.

Dans plusieurs localités, les jeunes développent également des initiatives innovantes dans les domaines de l'agriculture, des services numériques, de l'économie verte, de la sensibilisation communautaire et de la prévention des conflits. Bien que souvent de petite échelle, ces initiatives démontrent leur capacité d'innovation et leur volonté de contribuer activement au développement local malgré un environnement particulièrement contraint.

«Malgré les difficultés, nous restons solidaires et engagés, car c'est cette capacité à nous adapter et à agir ensemble qui nous permet de continuer à avancer et à croire en un avenir meilleur. » L'engagement dans les associations et les initiatives communautaires renforce la solidarité et la cohésion sociale, tout en favorisant leur participation aux actions de développement et de consolidation de la paix.

Les organisations de jeunesse jouent également un rôle important dans l'alerte précoce, le dialogue intercommunautaire, la sensibilisation contre les discours de haine et l'accompagnement des communautés affectées par les crises. Ces initiatives illustrent le potentiel des jeunes comme acteurs de résilience et de stabilité.

L'accès à l'information, notamment via les technologies numériques, ainsi que l'implication dans les initiatives citoyennes et de paix contribuent à structurer leur capacité à faire face aux crises et à maintenir une dynamique d'espoir.

2.2.4. Implications stratégiques pour les bailleurs – Mali

Les données du rapport mettent en évidence une jeunesse malienne confrontée à des défis structurels (chômage, insécurité, accès limité aux services), mais également porteuse de dynamiques fortes d'engagement et de résilience.

Cette double réalité appelle les partenaires et les décideurs à considérer la jeunesse non seulement sous l'angle de ses vulnérabilités, mais surtout comme un acteur central de la résilience, de la paix et du développement

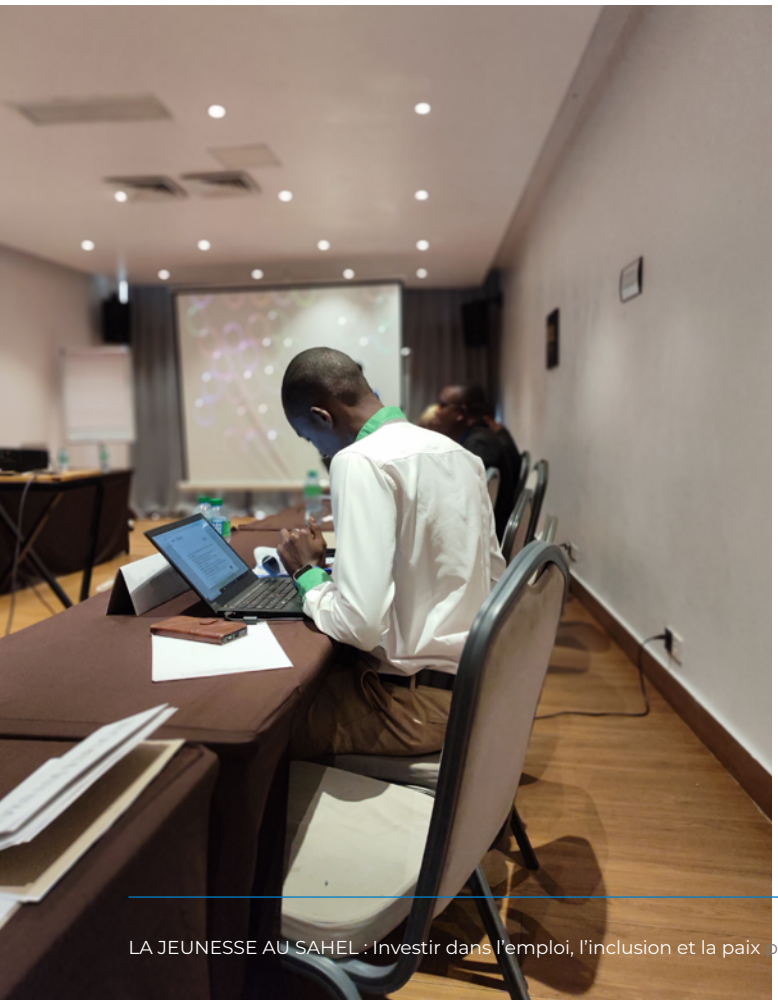
1. **Prioriser les opportunités économiques ancrées localement**
   D'abord, l'urgence économique impose aux bailleurs de prioriser des interventions directement orientées vers la création d'emplois et l'autonomisation des jeunes. Le chômage massif et la faiblesse du marché formel poussent les jeunes vers l'informel ou des stratégies de survie, ce qui accroît leur vulnérabilité. Dans ce contexte, il devient essentiel de soutenir des écosystèmes économiques locaux (agriculture, élevage, transformation, petits services), combinant financement accessible, accompagnement technique et formation professionnelle adaptée.

   L'enjeu n'est plus uniquement de financer des projets, mais de structurer des parcours d'insertion durables et adaptés aux réalités territoriales. Une attention particulière pourrait être accordée au développement des chaînes de valeur locales, à l'économie numérique, aux industries culturelles et créatives ainsi qu'aux emplois liés à la transition écologique, afin de diversifier durablement les opportunités économiques offertes aux jeunes. Les jeunes consultés soulignent également la nécessité d'améliorer l'accès aux financements, à l'innovation et aux technologies numériques,

ainsi que de développer des compétences adaptées aux besoins des économies locales. Ces interventions devraient accorder une attention particulière aux jeunes femmes, aux jeunes ruraux, aux personnes en situation de handicap et aux jeunes vivant dans les zones affectées par les conflits.

2. **Investir dans la résilience, la sécurité et la cohésion sociale**
   Ensuite, la centralité de la sécurité et de la cohésion sociale implique que les interventions des bailleurs doivent intégrer systématiquement une dimension de résilience et de paix. L'insécurité limite l'accès à l'éducation, aux marchés et aux opportunités, tout en exposant les jeunes à des risques d'exposition aux discours extrémistes et aux stratégies de recrutement.

   Face à cela, les jeunes développent des formes d'engagement communautaire qui constituent des leviers importants de stabilisation. Les bailleurs ont donc un rôle clé à jouer en soutenant les initiatives locales de paix, les organisations de jeunesse et les mécanismes de cohésion sociale, en particulier dans les zones rurales et fragiles. *Les interventions gagneraient également à soutenir les réseaux de jeunes engagés dans la médiation, l'alerte précoce, la prévention de l'extrémisme violent, le dialogue communautaire ainsi que les initiatives favorisant le vivre-ensemble et la cohésion sociale.*



3. **Soutenir la gouvernance inclusive et la participation des jeunes**
   Enfin, une implication accrue des jeunes dans la gouvernance apparaît comme une condition essentielle pour l'efficacité et la durabilité des programmes. Cela appelle à une transformation des approches des bailleurs, en passant d'une logique de consultation ponctuelle à une véritable co-construction des projets avec les jeunes et leurs organisations. Cela implique notamment de renforcer leurs capacités en leadership, d'améliorer l'accès à l'information et de soutenir des mécanismes participatifs à tous les niveaux. Les appuis devraient également contribuer à la mise en œuvre du Plan d'action national relatif à la résolution 2250, en renforçant les mécanismes de participation des jeunes aux niveaux national et territorial. *Il conviendrait également de promouvoir des mécanismes permanents de dialogue entre les pouvoirs publics, les collectivités territoriales, les organisations de jeunesse et les partenaires techniques et financiers afin de favoriser une participation plus structurée des jeunes à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des politiques publiques.*

Conclusion

Au Mali, investir dans la jeunesse revient à agir simultanément sur trois leviers stratégiques : *réduction de la vulnérabilité, prévention des conflits et transformation économique*. Dans un contexte de fragilité structurelle, le soutien aux initiatives portées par les jeunes, le renforcement de leurs capacités et leur inclusion dans les processus décisionnels constituent des priorités indispensables pour construire des trajectoires de stabilité durable. En définitive, il s'agit de faire des jeunes des partenaires de développement plutôt que de simples bénéficiaires en les impliquant systématiquement dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes qui les concernent. Cette approche suppose également de reconnaître les initiatives déjà portées par les jeunes dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'innovation, de la cohésion sociale et de la consolidation de la paix, en leur offrant un environnement favorable, des mécanismes de financement adaptés et des espaces de dialogue institutionnalisés.

2.3. Niger : une Jeunesse entre fragilités Structurelles et dynamiques de recomposition

2.3.1. Un contexte marqué par des défis multidimensionnels influençant les perspectives des jeunes

Avec une superficie de 1 267 000 km², le Niger est un pays enclavé d'Afrique de l'Ouest confronté à des défis structurels majeurs qui entravent son développement économique et social. Comme de nombreux pays du Sahel, il évolue dans un environnement économique international défavorable, marqué par la volatilité des marchés et la détérioration des termes de l'échange. À cela s'ajoutent les effets persistants de la sécheresse et du changement climatique, qui affectent fortement les activités agricoles dont dépend près de 80 % de la population[27]. La pression démographique accentue ces contraintes : environ 71,6 % de la population a moins de 25 ans, faisant du Niger l'un des pays les plus jeunes du monde[28].

Dans ce contexte, les jeunes jouent un rôle central dans les dynamiques sociales et politiques, notamment depuis les transformations institutionnelles récentes. Toutefois, ces évolutions s'accompagnent d'effets contrastés. D'une part, les bouleversements politiques et les sanctions économiques ont contribué à ralentir la croissance économique (estimée à environ 2,3 % en 2023 contre plus de 7 % en 2022) et à réduire les opportunités d'emploi, en particulier pour les jeunes diplômés[29]. D'autre part, ces transformations ont renforcé un sentiment de souveraineté et de mobilisation citoyenne, se traduisant par une implication accrue des jeunes dans les débats publics et les dynamiques nationales. Cette double dynamique place la jeunesse nigérienne à un carrefour entre vulnérabilités accrues et aspirations renouvelées.

Enfin, la pression sur les systèmes économiques et sociaux demeure particulièrement élevée. Le marché du travail ne parvient pas à absorber la croissance rapide de la population active, ce qui se traduit par des niveaux élevés de chômage et de sous-emploi, avec une forte prévalence d'emplois informels et vulnérables (plus de 60 % des jeunes en Afrique de l'Ouest[30]).

Par ailleurs, l'accès aux services de base reste limité : environ 40 % de la population n'a pas accès à l'eau potable[31]. Sur le plan sécuritaire, la situation demeure critique, avec plus de 300 000 personnes déplacées internes en 2024 et des régions comme Tillabéry, Diffa et Maradi régulièrement affectées par les violences armées[32]. Comme le souligne un participant : *« Sans la paix et la quiétude sociale [...] aucun développement réel ne peut avoir lieu »*, mettant en évidence le rôle déterminant de la stabilité sécuritaire dans les perspectives de la jeunesse nigérienne.

2.3.2. Des transitions politiques aux effets contrastés sur la jeunesse

« Les jeunes ont joué un rôle central [...] soutenant les nouvelles autorités avec beaucoup d'espoir ».

Les changements politiques intervenus en juillet 2023 ont constitué un tournant majeur dans les équilibres institutionnels du Niger, avec des implications directes sur les trajectoires des jeunes

Dans l'immédiat, cette transition a suscité une forte mobilisation des jeunes, traduisant un regain d'engagement citoyen et politique. Beaucoup se sont positionnés comme des acteurs du changement, portés par un discours axé sur la souveraineté nationale et la refondation du pays.

Cependant, cette mobilisation s'inscrit dans un contexte de recomposition économique et diplomatique générant des effets contraignants.

Bon nombre des jeunes consultés, ont indiqué que les sanctions et la suspension de certains programmes de coopération ont contribué à réduire les opportunités économiques et à accroître les difficultés rencontrées par une partie de la jeunesse .Selon les données disponibles, la croissance du Niger a connu un ralentissement[33] en 2023, avec un impact direct sur les perspectives d'emploi et sur les conditions

27 https ://www.worldbank.org/en/country/niger/overview.
28 https ://data.worldbank.org/country/niger.
29 https ://www.worldbank.org/en/publication/africa-pulse.
30 https ://www.ilo.org/africa
31 https ://www.unicef.org/niger
32 https ://www.unocha.org/niger
33 Ce ralentissement est principalement lié à la crise politique consécutive au changement de régime du 26 juillet 2023, aux sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA, ainsi qu'à la suspension d'une partie des financements extérieurs. La croissance du PIB est ainsi tombée à 2 % en 2023, contre une prévision initiale de 6,9 %

de vie des populations. Comme l'indique un témoignage : ***« les sanctions internationales [...] ont fragilisé l'économie nationale, rendant les conditions de vie encore plus précaires ».***

Enfin, ces transformations produisent une dynamique ambivalente où contraintes et opportunités coexistent. Si les jeunes font face à une réduction des perspectives économiques et à une incertitude accrue, ils développent parallèlement un sentiment renforcé d'appartenance nationale et une volonté plus affirmée de participer à la gouvernance. Cette tendance est confirmée par le rapport Africa's Pulse (Banque Mondiale, 2024)[34], qui souligne que les transitions politiques récentes en Afrique de l'Ouest ont simultanément limité les opportunités économiques et stimulé l'engagement citoyen des jeunes. De même, une analyse du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2023)[35] met en évidence que dans les contextes de transition, la jeunesse tend à jouer un rôle de plus en plus actif, tout en étant exposée à des vulnérabilités économiques accrues.



2.3.3. Des aspirations centrées sur l'emploi, la sécurité et l'inclusion

« Favoriser l'emploi des jeunes permet de résoudre jusqu'à 90 % des problèmes sociaux ». Au Niger, les aspirations de la jeunesse s'articulent prioritairement autour de l'accès à des opportunités économiques durables. Dans un contexte marqué par une forte pression démographique, avec plus de 71,6 % de la population âgée de moins de 25 ans et un marché du travail limité, les jeunes expriment une attente forte envers l'emploi, l'entrepreneuriat et la formation professionnelle comme leviers d'autonomisation. Selon la Banque mondiale, le taux de pauvreté reste supérieur à 40 % et la majorité des jeunes évolue dans l'économie informelle, soulignant l'urgence de créer des opportunités adaptées[36]. Cette quête d'insertion va au-delà du simple accès à un revenu : elle renvoie à la volonté de construire un avenir stable et de soutenir les familles dans un contexte socioéconomique fragile.

Par ailleurs, les aspirations des jeunes sont étroitement liées aux enjeux de sécurité et de conditions de vie. L'insécurité persistante dans plusieurs régions limite l'accès à l'éducation, aux activités économiques et à la mobilité, tout en influençant directement les perspectives. Dans ce contexte, la paix apparaît comme une condition essentielle pour toute projection individuelle ou collective. Ces enjeux sont renforcés par des lacunes importantes en matière d'accès aux services de base, notamment en milieu rural.

Selon l'UNICEF, près de 40 % de la population n'a pas accès à l'eau potable au Niger[37], ce qui accentue les inégalités et les vulnérabilités, en particulier pour les jeunes des zones les plus marginalisées. Enfin, au-delà des aspirations économiques et matérielles, les jeunes expriment une volonté croissante de participation à la gouvernance et aux processus décisionnels. Cette tendance s'est renforcée dans le contexte des récentes transformations politiques, où la jeunesse s'est positionnée comme un acteur clé du changement. Comme l'indique un jeune interrogé : ***« Aujourd'hui, nous ne voulons plus seulement subir les décisions, nous voulons y participer. Mais pour cela, il faut aussi que nous ayons accès aux opportunités, à la formation et à des espaces où notre voix compte réellement. »***

34 Banque mondiale (2024), Africa's Pulse : https ://www.worldbank.org/en/publication/africa-pulse
35 PNUD (2023), Sahel Human Development Report : https ://hdr.undp.org/sahel-report-2023
36 Banque mondiale, 2023 : https ://www.worldbank.org/en/country/niger/overview
37 UNICEF, 2022 : https ://www.unicef.org/niger

Cette aspiration est également confirmée par le PNUD, qui souligne que dans les contextes sahéliens, une participation accrue des jeunes est essentielle pour renforcer la gouvernance inclusive et la stabilité[38].

2.3.4. Dynamiques de résilience : entre contrainte structurelle et stratégie d'adaptation des jeunes face aux défis de la sécurité et de la migration au Niger

***« Sans la paix et la quiétude sociale [...] aucun développement réel ne peut avoir lieu »*, soulignant le lien direct entre stabilité sécuritaire et perspectives d'avenir.** Au Niger, la question de la sécurité occupe une place centrale dans les perceptions des jeunes et influence profondément leurs trajectoires. L'insécurité persistante, notamment dans les régions de Tillabéry, Diffa et Maradi, limite les déplacements, perturbe les activités économiques et compromet l'accès à l'éducation. Cette situation a conduit à plus de **300 000 personnes déplacées internes en 2024[39]**, illustrant l'ampleur de la crise. Dans ce contexte, les jeunes perçoivent la sécurité non seulement comme une nécessité immédiate, mais aussi comme une condition préalable indispensable à tout projet de vie.

Face à ces contraintes, la migration apparaît comme une réponse complexe et multidimensionnelle. Elle est perçue à la fois comme une opportunité d'amélioration des conditions de vie, une nécessité imposée par l'absence d'alternatives locales, et parfois comme le reflet d'un échec structurel du système socioéconomique. Les données confirment cette tendance : selon l'OIM, une large proportion des flux migratoires en Afrique de l'Ouest est motivée par des facteurs économiques et sécuritaires combinés[40]. Au Niger, les effets conjugués de l'insécurité, du chômage et des chocs climatiques renforcent cette dynamique, en particulier dans les zones rurales où les moyens de subsistance sont fragilisés.

Cependant, les jeunes développent une lecture nuancée de cette réalité. Si certains considèrent la migration comme une stratégie légitime d'ascension sociale, d'autres la voient comme une solution contrainte, souvent risquée. Comme le résume un jeune interrogé : ***« Au Niger, la migration des jeunes ne s'analyse pas selon un prisme unique ; elle est vécue simultanément comme une opportunité, une nécessité et le signe d'un échec systémique. Quand les perspectives locales sont limitées par l'insécurité et le manque d'opportunités, partir devient souvent la seule option pour espérer construire un avenir, même si cela implique des risques importants.*** » Cette perception met en évidence la tension entre ancrage local et mobilité forcée, révélant la capacité d'adaptation des jeunes face à un environnement marqué par de fortes incertitudes.

Au Niger, à en croire les résultats de deux études, la résilience des jeunes se construit dans un contexte de crises multiples, combinant insécurité, précarité économique et vulnérabilités climatiques. Face à ces contraintes, les jeunes développent des stratégies d'adaptation reposant sur la diversification des activités et la débrouillardise, souvent dans le secteur informel. L'entrepreneuriat, même à petite échelle, constitue ainsi un levier essentiel de survie et de stabilisation économique. Cette dynamique est confirmée par la Banque Mondiale, qui souligne que plus de 70 % des emplois au Niger se situent dans l'économie informelle, témoignant de la capacité d'adaptation des populations face à un marché du travail limité[41].

Parallèlement, la résilience des jeunes s'appuie fortement sur les solidarités communautaires et l'engagement citoyen. Les jeunes s'impliquent activement dans des associations, initiatives locales et actions collectives, contribuant à renforcer la cohésion sociale dans un contexte fragilisé. Cette mobilisation est d'autant plus importante que les crises sécuritaires affectent directement les communautés, ce qui renforce le rôle des dynamiques locales de solidarité. Le recours croissant aux outils numériques et aux réseaux sociaux contribue également à structurer cette résilience, en facilitant l'accès à l'information, les échanges et les mobilisations citoyennes. Enfin, la résilience des jeunes nigériens se traduit par leur capacité à maintenir des aspirations et à se projeter malgré les défis. Elle repose sur une combinaison de facteurs tels que l'éducation, l'auto-formation, l'adaptation constante et un fort sentiment d'appartenance communautaire. Comme le souligne un participant : ***« Même dans un contexte difficile, les jeunes trouvent des moyens de s'adapter. Certains développent des activités, d'autres s'engagent dans leurs communautés ou se forment pour améliorer leurs chances. C'est***

38 PNUD, 2023 : https ://hdr.undp.org/sahel-report-2023
39 OCHA, 2024 : https ://www.unocha.org/niger
40 OIM, 2023 : https ://www.iom.int
41 Banque mondiale, 2023 : https ://www.worldbank.org/en/country/niger/overview

cette capacité à persévérer, à s'organiser et à croire en un avenir meilleur qui fait notre force aujourd'hui. » Cette réalité est également mise en évidence par le PNUD, qui souligne que dans les contextes sahéliens, la résilience des jeunes repose largement sur leur engagement communautaire et leur capacité d'innovation face aux crises[42].

2.3.5. Implications stratégiques pour l'Espagne et l'UE au Niger

L'analyse ressort que le Niger se situe à l'intersection de crises structurelles, sécuritaires, économiques et climatiques, qui affectent directement les trajectoires des jeunes. La forte pression démographique, combinée à un marché du travail limité et à une insécurité persistante, expose la jeunesse à des vulnérabilités accrues tout en renforçant son rôle dans les dynamiques sociales et politiques. Dans ce contexte, les jeunes développent des stratégies de résilience fondées sur l'entrepreneuriat, l'engagement communautaire et la mobilité, mais ces dynamiques restent fragiles et insuffisamment soutenues. Les interventions de l'Espagne gagneraient à s'aligner sur les priorités exprimées par les acteurs locaux tout en assurant une cohérence avec les cadres stratégiques nationaux et internationaux. Au niveau national, la Charte de la Refondation du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) constitue désormais le référentiel politique orientant les actions en faveur de la souveraineté, de la paix, de la sécurité, de la bonne gouvernance, de la cohésion sociale et du développement durable. À l'échelle internationale, cette intervention devrait également s'inscrire dans la Stratégie Espagne-Afrique 2025–2028 et la Stratégie de l'Union européenne pour le Sahel, qui privilégient une approche intégrée fondée sur le nexus développement–paix–sécurité, le renforcement de la résilience et la gouvernance inclusive.

Il s'agit entre autres, comme axes stratégiques d'intervention :

1. **Renforcer l'autonomisation économique des jeunes dans une logique territoriale** : À l'image des priorités espagnoles axées sur l'emploi et l'entrepreneuriat en Afrique, il convient de privilégier des investissements dans les économies locales, notamment rurales. Il s'agit de soutenir des filières à fort potentiel (agriculture, élevage, transformation, services) en combinant formation, accès au a financement et accompagnement technique, afin de faire de l'emploi des jeunes, un levier de stabilisation du Niger. Une attention particulière doit, aussi, être portée aux jeunes primo employés et aux jeunes femmes, souvent plus vulnérables. La réussite de l'autonomisation économique au Sahel repose sur le ciblage de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, l'intégration de technologies solaires, la formation professionnelle, et l'accès à des financements adaptés. Ces leviers permettent de renforcer la résilience des communautés face aux crises climatiques et sécuritaires.

2. **Intégrer systématiquement la "dimension sécurité et développement" dans les programmes** : Conformément à l'approche intégrée de l'UE dans le Sahel, les interventions doivent articuler développement et stabilisation. Cela implique de soutenir les initiatives locales de paix, les mécanismes communautaires de gestion des conflits et les organisations de jeunes engagées dans la cohésion sociale. Les programmes doivent également inclure des dimensions psychosociales et des stratégies d'adaptation aux crises climatiques et sécuritaires.

3. **Promouvoir une gouvernance inclusive centrée sur la participation des jeunes** : Les données montrent une aspiration forte des jeunes (représentant plus de 70 % de la population nigérienne) à participer aux décisions publiques au Niger. L'Espagne et l'UE doivent donc passer d'une logique consultative à une logique de co-construction. Cela implique de financer et de mettre en place des plateformes communales et régionales de dialogue entre les jeunes et les décideurs publics afin de favoriser leur participation aux processus de gouvernance et de développement local, de renforcer les capacités des organisations de jeunesse, et de soutenir des mécanismes participatifs à l'échelle locale et nationale. Cette approche est cohérente avec les priorités de l'UE en matière de gouvernance démocratique et d'engagement citoyen.

Conclusion

Les jeunes du Niger démontrent chaque jour une remarquable capacité de résilience face aux multiples défis auxquels ils sont confrontés, notamment le chômage, l'insécurité, les effets du changement climatique et les difficultés d'accès aux

42 PNUD, 2023 : https ://hdr.undp.org/sahel-report-2023

opportunités socioéconomiques. Loin d'être de simples victimes de ces contraintes, ils s'affirment comme des acteurs de changement, capables d'innovation, d'adaptation et d'engagement au service de leurs communautés. À travers leurs initiatives entrepreneuriales, leur participation aux actions citoyennes, leur implication dans la consolidation de la paix et leur volonté de contribuer au développement national, ils portent un véritable espoir pour l'avenir du Niger. Toutefois, pour transformer ce potentiel en moteur durable de développement et de stabilité, il est essentiel de renforcer leur accès à l'éducation, à l'emploi, aux financements et aux espaces de gouvernance.





III.

PRIORITES POLITIQUES ET RECOMMANDATIONS ACTIONABLES

PASSER DU CONSTAT A L'ACTION

Recommandations

Dans les contextes sahéliens, marqués par une pression démographique élevée, des crises sécuritaires persistantes et des fragilités économiques structurelles, l'investissement en faveur de la jeunesse s'impose désormais comme un enjeu stratégique majeur. Les réalités observées au Mali, au Niger et au Sénégal montrent que les jeunes occupent une place centrale dans les dynamiques de transformation sociale, économique et politique. Leurs priorités emploi, éducation, sécurité et participation, traduisent des attentes claires qui appellent des réponses cohérentes, intégrées et adaptées aux contextes locaux.

Dans ce cadre, les partenaires techniques et financiers, notamment l'Union Européenne, l'Espagne, Oxfam, WANEP et autres acteurs du développement, sont amenés à repenser leurs modalités d'intervention afin d'en accroître l'impact. Cela suppose de dépasser les approches fragmentées pour privilégier des stratégies globales, articulant développement économique, résilience, gouvernance et inclusion. Il s'agit également de renforcer l'ancrage territorial des actions, en particulier dans les zones rurales et marginalisées, tout en assurant une meilleure articulation entre les priorités locales et les cadres d'intervention internationaux.

Enfin, l'efficacité des interventions repose sur une évolution des approches vers des modèles plus participatifs et inclusifs. La co-construction avec les jeunes et leurs organisations, le renforcement de leurs capacités et la valorisation de leur rôle dans les dynamiques de plaidoyer et de développement apparaissent comme des conditions essentielles. En orientant les investissements vers l'emploi, les compétences, l'entrepreneuriat et la participation citoyenne, les partenaires peuvent contribuer à faire de la jeunesse un véritable moteur de stabilité, de cohésion sociale et de développement durable dans la région.

Au regard des éléments précédemment exposés, **sept (07) recommandations structurantes, déclinées en trente-une (31) actions,** ont été formulées à l'endroit de l'Union Européenne, de l'Espagne, d'Oxfam, de WANEP et autres acteurs du développement investis sur les problématiques jeunesse.

N*	RECOMMANDATIONS FORMULÉES	ACTIONS PROPOSÉES
1.	***Soutenir*** la transformation de l'emploi des jeunes comme une priorité macroéconomique, aux fins de réduire structurellement le chômage et le secteur informel.	1. Renforcement des écosystèmes territoriaux d'emploi des jeunes en combinant financement, accompagnement technique, innovation, accès aux marchés et développement des chaînes de valeur locales. 2. Mise en place des mesures incitatives favorisant le recrutement, la formation et le maintien dans l'emploi des jeunes. 3. Soutien des chaînes de valeurs locales, notamment dans l'agriculture, le numérique et les services, à travers le développement d'unités de production et de transformation adaptées aux réalités territoriales. 4. Généralisation des programmes de stage et insertion dans les régions et communes en faveur des jeunes.
2.	***Appuyer*** les réformes des systèmes éducatifs vers l'employabilité, en réconciliant l'éducation et les réalités du marché de l'emploi qui passe par une formation de qualité, utile, pratique, et connectée aux besoins du marché.	5. Adaptation des curricula aux besoins du marché avec intégration du numérique et des compétences techniques. 6. Développement et renforcement des programmes de formation professionnelle, d'apprentissage, de stages et d'entrepreneuriat des jeunes, en mettant l'accent sur les compétences pratiques, numériques et techniques recherchées par les employeurs. 7. Création des centres de formation ruraux décentralisés ; facilitation de l'accès aux financements/ crédits pour l'auto-emploi. 8. Facilitation des partenariats entre universités, centres de formation professionnelle et secteur privé.
3.	***Faciliter*** l'institutionnalisation de la participation politique et sociale des jeunes par l'appui à un plaidoyer régional sur le quota jeunesse à l'endroit de l'Union Africaine et de la CEDEAO et de l'AES.	9. Instauration des quotas jeunes dans les institutions. 10. Création et appui technique et financier aux conseils consultatifs jeunesse. 11. Développement de budgets participatifs jeunesse (locaux et nationaux). 12. Intégration des jeunes dans la co-construction des politiques publiques. 13. Renforcement des plateformes nationales et régionales de dialogue entre jeunes, autorités publiques et partenaires techniques.
4.	***Renforcer*** la résilience locale face aux crises sécuritaires en plaçant les jeunes au cœur des réponses.	14. Renforcement des programmes de médiation communautaire par des fonds spéciaux. 15. Soutiens financiers des initiatives locales d'alerte précoce et de cohésion sociale. 16. Soutien aux projets de développement et investissement stratégiques dans les zones frontalières. 17. Soutien des organisations de jeunesse engagées dans la médiation, la prévention des conflits, l'alerte précoce et la cohésion sociale.

N*	RECOMMANDATIONS FORMULÉES	ACTIONS PROPOSÉES
5.	***Contribuer*** à la structuration du rôle du numérique en réduisant la désinformation, en renforçant l'engagement civique et en maximisant l'impact positif du numérique.	18. Appui technique et financiers aux programmes civiques et citoyens via les médias. 19. Développement des plateformes numériques de participation citoyenne. 20. Soutiens des startups numériques locales portés par les jeunes. 21. Renforcement des capacités des jeunes en matière d'éducation aux médias, de pensée critique et de lutte contre la désinformation.
6.	***Coconstruire*** les interventions des partenaires internationaux avec les jeunes en passant d'une logique de bénéficiaires à une logique d'acteurs.	22. Promotion du principe de de co-construction avec les jeunes pour toutes interventions de développement, de paix et de sécurité. 23. Octroie des financements flexibles et accessibles aux initiatives locales des jeunes. 24. Encouragement du suivi participatif et des mécanismes de redevabilité. 25. Adaptation des programmes aux réalités locales. 26. Mise en place des mécanismes de financement flexibles directement accessibles aux organisations de jeunesse.
7.	***Réduire*** les inégalités structurelles en prenant en compte la dimension d'intersectionnalité du genre et celle de différenciation entre milieu urbain et rural.	27. Renforcer les capacités des jeunes femmes en éducation financière, élaboration de plans d'affaires et gestion d'entreprises afin de faciliter leur accès aux opportunités de financement et leur autonomisation économique. 28. Développement des infrastructures en zones rurales. 29. Appui qualitatif aux programmes de lutte contre les normes socioculturelles discriminantes. 30. Développement des approches spécifiques pour les jeunes vivant dans les zones frontalières affectées par les conflits et le changement climatique. 31. Mettre en œuvre des programmes ciblés d'autonomisation économique, d'accès à l'éducation, à la formation professionnelle et aux services sociaux de base en faveur des femmes et des jeunes des zones rurales et urbaines défavorisées.



CONCLUSION

Investir dans la jeunesse sahélienne ne relève pas uniquement du champ social ou humanitaire, mais constitue désormais une priorité stratégique pour la stabilité régionale. Dans des contextes comme le Mali, le Niger et le Sénégal, marqués par des transitions démographiques rapides, des crises sécuritaires persistantes et des fragilités institutionnelles, la jeunesse est à la fois un facteur de pression et un levier d'opportunité. Les partenaires internationaux soulignent que les pays caractérisés par une forte proportion de jeunes confrontés au chômage et à l'exclusion sont plus exposés aux tensions sociales et politiques (Banque Mondiale, 2024[43] ; PNUD, 2023[44]). Dans ces conditions, l'inaction représente un risque majeur, avec une montée des frustrations, une instabilité accrue et une perte progressive du dividende démographique, transformant un potentiel de croissance en vulnérabilité structurelle.

À l'inverse, un investissement stratégique et ciblé dans la jeunesse ouvre des perspectives importantes de transformation. Les données issues des trois pays montrent qu'un accès amélioré à l'emploi, à une éducation adaptée et à des mécanismes de participation renforce la résilience individuelle et collective, tout en contribuant à la cohésion sociale et à la prévention des conflits. Ces constats rejoignent les analyses de l'OCDE[45] (2022) ainsi que l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité des Nations Unies, qui mettent en avant le rôle des jeunes comme acteurs de stabilisation lorsqu'ils sont inclus dans les dynamiques économiques et politiques. Dans ce sens, l'éducation orientée vers les compétences, l'innovation et l'entrepreneuriat, apparaît comme un levier structurant. Parallèlement, le numérique, bien qu'il offre des opportunités accrues de participation et de mobilisation, nécessite un encadrement renforcé afin de limiter les effets de polarisation et de désinformation, notamment dans des contextes fragiles.

Dès lors, les priorités d'intervention doivent s'inscrire dans une approche systémique, intégrant simultanément **emploi, sécurité, éducation et inclusion sociale.** Il ne s'agit plus de considérer la jeunesse comme une problématique à atténuer, mais comme une ressource à activer et à accompagner. Comme le montre les résultats de l'étude, les aspirations des jeunes convergent autour de ces dimensions fondamentales, tout en soulignant la nécessité de réduire les inégalités entre milieux ruraux et urbains et de renforcer leur participation effective aux processus décisionnels. Dans cette perspective, une meilleure coordination entre ''acteurs de développement – États - bailleurs et organisations de jeunesse'' devient déterminante pour maximiser l'impact des interventions. Les orientations portées par des acteurs tels qu'Oxfam, l'Union Européenne ou l'Espagne doivent ainsi privilégier des approches de co-construction, afin de reconnaître pleinement les jeunes comme des acteurs du changement. **En définitive, investir dans la jeunesse sahélienne, c'est investir dans la stabilité, la cohésion sociale et le développement durable de la région.**

43 https ://www.worldbank.org/en/publication/africa-pulse
44 https ://hdr.undp.org/sahel-report-2023
45 https ://www.oecd.org/dev/



ANNEXE

Tableau comparatif des opportunités perçues par les jeunes

DIMENSIONS	SÉNÉGAL	MALI	NIGER
Opportunités économiques	Croissance de l'entrepreneuriat local et digital Développement des PME et du commerce en ligne Potentiel dans l'agriculture et les services	Développement de l'entrepreneuriat comme stratégie d'adaptation Opportunités dans l'agriculture, l'élevage et le secteur informel Initiatives locales génératrices de revenus	Opportunités dans l'agriculture (agrobusiness, élevage) Émergence de l'entrepreneuriat local Programmes d'appui à l'employabilité jeunes
Opportunités liées au numérique	Forte expansion du digital et de l'intelligence artificielle Accès à l'entrepreneuriat en ligne Plateformes d'information et d'apprentissage	Usage accru des réseaux sociaux pour mobilisation Accès à l'information et à l'expression citoyenne	Digitalisation croissante des opportunités Plateformes numériques pour formation et emploi Outils de mobilisation citoyenne
Opportunités politiques et de gouvernance	Ouverture d'espaces de dialogue après la transition politique Participation accrue aux débats publics	Opportunités de réforme liées aux transitions politiques Esaces d'engagement citoyen en émergence	Sentiment renforcé de souveraineté nationale Mobilisation politique accrue des jeunes Perspectives de refondation institutionnelle
Opportunités sociales et citoyennes	Engagement fort dans les associations et initiatives communautaires Dynamique de leadership jeunesse	Engagement dans la cohésion sociale et initiatives locales Rôle actif dans les actions communautaires	Engagement accru dans les initiatives citoyennes Renforcement de la solidarité communautaire Participation aux dynamiques locales de développement
Opportunités liées aux partenariats internationaux	Accès à des programmes (Erasmus+, Oxfam, UE, etc.) Formation, financement et échanges internationaux	Programmes de formation et d'entrepreneuriat soutenus par partenaires Appui aux initiatives locales	Programmes internationaux (ONU, Oxfam, UE) Formation, stages, financements Opportunités d'échanges et de renforcement de capacités

DIMENSIONS	SÉNÉGAL	MALI	NIGER
Opportunités liées à l'éducation et la formation	Accès croissant à l'enseignement supérieur Développement de formations techniques et numériques	Opportunités dans la formation professionnelle Programmes de renforcement de capacités	Mise en place de centres de formation Développement de formations techniques et professionnelles
Opportunités émergentes spécifiques	Innovation technologique et entrepreneuriat digital Mobilisation citoyenne (Gen Z)	Engagement dans la paix et la cohésion sociale Initiatives locales de résilience	Nouvelle dynamique de souveraineté Réorganisation géopolitique Participation accrue des jeunes à la refondation nationale

Policy brief

LA JEUNESSE AU SAHEL :

Investir dans l'emploi, l'inclusion et la paix

Mai 2026

Clause de non-responsabilité
Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier du Ministère des Affaires Étrangères de l'Espagne par le canal de Oxfam Intermón. Son contenu relève de la seule responsabilité de WANEP et ne reflète pas nécessairement les opinions des partenaires susmentionnés.

West Africa Network for Peacebuilding (WANEP)
Trinity Avenue, off Mile 7 Road, Achimota Accra
P.O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana
Tel : +233 302 411 638 | 0302 406 340
Email : wanep@wanep.org |Website : www.wanep.org

Financé par

MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES, UNIÓN EUROPEA Y COOPERACIÓN
SECRETARÍA DE ESTADO DE ASUNTOS EXTERIORES Y GLOBALES

Avec la collaboration de

OXFAM Intermón